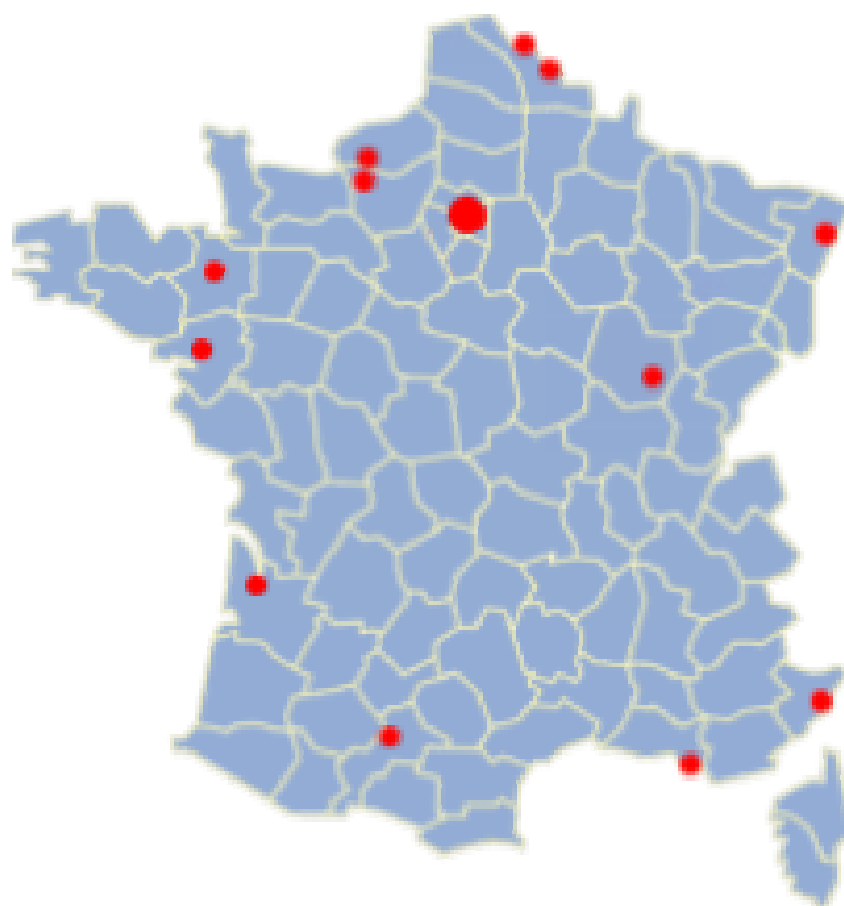


Événements de novembre 2005 dans les « banlieues » françaises

Dossier documentaire
réalisé par Alain Bertho



BILAN

11 500 policiers et gendarmes mobilisés.

217 fonctionnaires et militaires ont été blessés, dont 10 ont subi plus de dix jours d'interruption temporaire de travail.

Tirs à balles réelles à Montfermeil, Grigny, Brest, La Courneuve et Saint-Denis.

Pendant cette période, le SAMU de la Seine-Saint-Denis a, globalement, été moins sollicité que d'habitude, selon Christophe Prudhomme, responsable départemental de l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France (AMUHF).

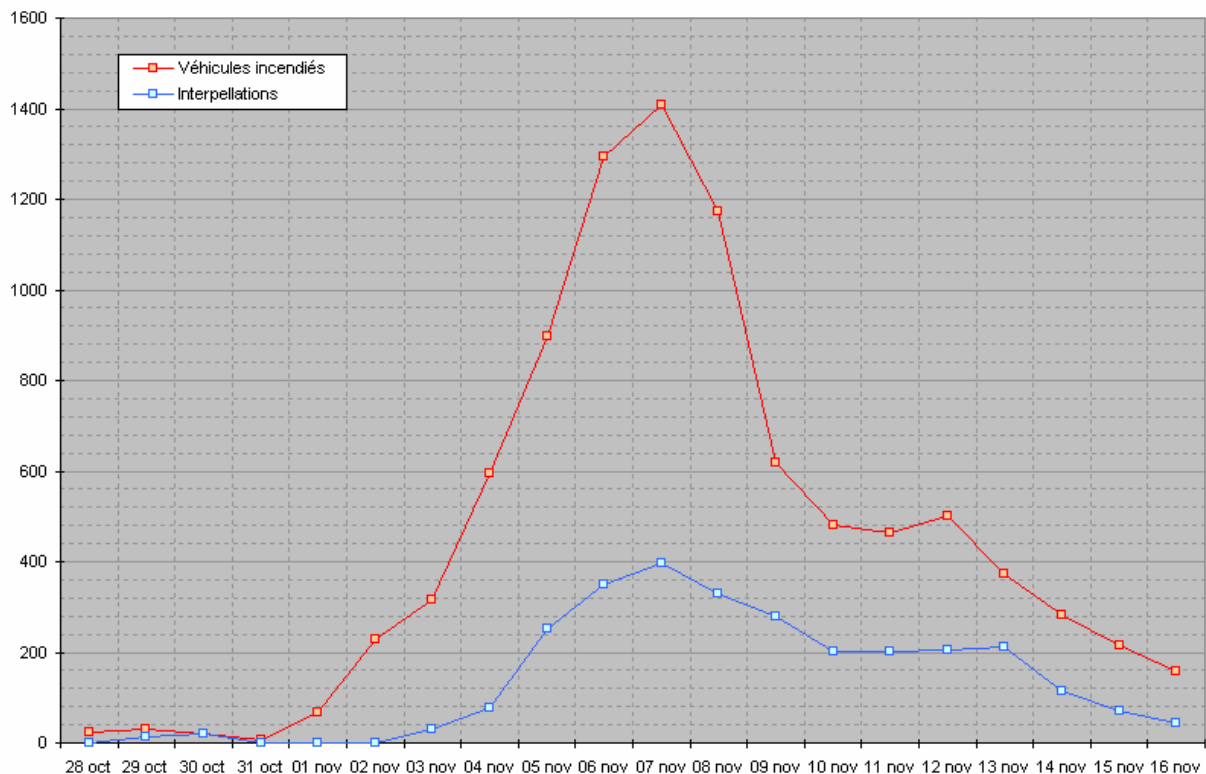
Coûts.

La Fédération française des sociétés d'assurance estime que le coût à 200 millions d'euros

La société d'assurance mutuelle des collectivités locales a évoqué 250 millions d'euros

Dégradations

- 233 bâtiments publics selon ministère intérieur
- 74 bâtiments privés selon ministère intérieur
- dans 300 communes.
- 10 000 véhicules particuliers incendiés
- 255 atteintes aux biens ou aux bâtiments selon l'éducation nationale
 - o Collèges 92 touchés sur un total de 5 200
 - o Lycées 49 sur 2 500
 - o Ecoles 106 sur 51 000
- 51 établissements pour la Poste
- Une centaine de véhicules de la Poste incendiés et touchés
- 140 véhicules RATP caillassés dont 10 bus et RER attaqués par des projectiles enflammés
- une quinzaine de bibliothèques dégradées selon le ministère de la culture
- Entreprises. Selon les premiers bilans provisoires de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, une centaine d'entreprises touchées. Plus de 20 000 mètres carrés de locaux ont par exemple été détruits à Aulnay-sous-Bois dans l'incendie d'une concession Renault et d'une entreprise de textile.
- 18 lieux de culte ont subi des dommages Selon le ministère de l'intérieur



Évolution des émeutes de 2005

SYNTHÈSE JUDICIAIRE

du 14 novembre à 17H00

597 PERSONNES ÉCROUÉES

489 majeurs et 108 mineurs

- **2 734** personnes ont été placées en garde à vue, depuis le 29 octobre.
- **30** infractions article 13 loi du 3 avril 1955 (couvre-feu)
- **639** majeurs ont fait ou vont faire l'objet de comparutions immédiates
- **122** majeurs ont fait l'objet de convocation par procès-verbal
- **108** informations judiciaires ont été ouvertes
- **489** mandats de dépôt (majeurs) ont été prononcés par les tribunaux
 - ▶ dont **375** condamnations à de la prison ferme
- **48** majeurs ont été condamnés hors emprisonnement ferme (emprisonnement avec sursis, Sursis avec mise à l'épreuve, ou TIG)
- **41** majeurs ont été relaxés
- **494** mineurs ont été présentés à un juge des enfants.
 - ▶ dont **108** ont été placés sous mandat de dépôt.

Bilan au matin du ...	Véhicules incendiés	Interpellations	Policiers blessés	Lieux tou ² hés	Nombre de communes
28 octobre	23	-	-	Clichy-sous-Bois	1
29 octobre	29	14	-	Clichy-sous-Bois	1
30 octobre	20	19	-	Clichy-sous-Bois	1
31 octobre	18	-	-	Clichy-sous-Bois	1
1 ^{er} novembre	68	-	-	Seine-Saint-Denis	5
2 novembre	228	-	-	Ile de France	10
3 novembre	315	29	-	Ile de France	
4 novembre	519	78	-	France	
5 novembre	897	253	-	France	
6 novembre	1 295	349	-	France	
7 novembre	1 408	395	34	France	
8 novembre	1 173	330	4	France	
9 novembre	617	280	1	France	
10 novembre	482	203	-	France	
11 novembre	463	201	8	France	
12 novembre	502	206	2	France	
13 novembre	374	212	2	France	
14 novembre	284	115	5	France	
15 novembre	215	71	-	France	
16 novembre	165	44	-		
17 novembre	98	33	-		
21 ^e nuit	9 193	2 921	56	(voir carte)	

Totalisation jour par jour du nombre de véhicules incendiés par vandalisme en France et du nombre d'interpellations procédées. Ces chiffres sont issus des déclarations du ministère de l'Intérieur au lendemain de chaque nuit d'émeutes. NB1 : ~90 voitures sont brûlées lors des nuits *normales* hors émeutes (source: France 2). NB2 : Il y a en plus de nombreux bâtiments brûlés, non comptabilisés ici : écoles, entrepôts...Le 17 novembre, faisant le bilan de 98 voitures brûlées, la police nationale annonça un "retour à la situation normale".

Source : déclarations du ministère de l'Intérieur. <http://www.interieur.gouv.fr>

Total établi par la DGPN, 9 071 véhicules ont été brûlés depuis le début des émeutes. 126 policiers et gendarmes ont été blessés durant ces affrontements.

Géographie

Ile de France jusqu'au 8 novembre

département	villes	voitures	Autre incendie	arrestations	blessés
75		60		55	
77	Meaux, Torcy, agglomération melunaise.	306	5	90	10
78	Achères, Les Mureaux, Sartrouville, Trappes	424	15	87	13
91	Athis-Mons, Brétigny-sur-Orge, Corbeil-Essonnes, Évry, Grigny, Saint-Michel-sur-Orge, Savigny-sur-Orge	416	2	116	5
92	Asnières, Clamart, Colombes, Gennevilliers, Sèvres, Suresnes.	262	8	174	
93	Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, Bagnolet, Bobigny, Bondy, Clichy-sous-Bois, Drancy, Épinay-sur-Seine, Gagny, La Courneuve, Le Blanc-Mesnil, Le Bourget, Montfermeil, Montreuil-sous-Bois, Noisy-le-Grand, Noisy-le-Sec, Pantin, Pierrefitte-sur-Seine, Romainville, Rosny-sous-Bois, Saint-Denis, Saint-Ouen, Sevran, Stains, Tremblay-en-France, Villepinte, Villetaneuse	980	31	300	41
94	Champigny-sur-Marne, Le Kremlin-Bicêtre, Ormesson-sur-Marne, Villejuif, Villeneuve-Saint-Georges	280	16	93	
95	Argenteuil, Villiers-le-Bel, Cergy	452	9	164	11
		3180			

Province jusqu'au 8 novembre

département	villes	voitures	Autre incendie	arrestations	blessés
Nord	Lille	270	53	56	
Moselle	Metz	119	1	13	
Rhône	Lyon	117			
Loire	St Etienne	100	5	15	1
Haute Garonne	Toulouse	099	2	18	2
Loire Atlant.	Nantes	082	4	17	2
Isère	Grenoble	080	3	6	
Rhin Bas	Strasbourg	078	1		
Seine Maritime	Rouen	078	5	20	
Alpes Maritimes	Nice	076		42	
Oise	Beauvais	071	4	5	1
Rhin Haut	Colmar	066		10	
Loiret	Orléans	064	2	8	1
Eure Et Loire	Chartres	060	1		2
Côte D'or	Dijon	053			
Ille et Vilaine	Rennes	051		2	
Meurthe et Mos.	Nancy	047	3	17	
Drome	Valence	039		2	
Eure	Evreux	039	9	9	16
Saône et Loire	Macon	039			2
Pyrénées Atlant.	Pau	037	1	3	7
Finistère	Quimper	035		3	
Doubs	Besançon	030	2		
Hérault	Montpellier	030	1		
Var	Toulon	030	1	1	1
Aisne	Laon	028		5	
Puy de Dome	Clermont	025	1	9	
Pas de Calais	Arras	023	1	4	
Yonne	Auxerre	022			
Gard	Nimes	021	3	1	
Somme	Amiens	021	2	8	
Indre Et Loire	Tours	020			
Loir et Cher	Blois	020		2	
Savoie Haute	Annecy	020			
Terr Belfort	Berfort	020			
Ain	Bourg en Bresse	018		5	
Maine et Loire	Angers	018		9	
Gironde	Bordeaux	016		28	
Mayenne	Laval	012	1	2	
Sarthe	Le Mans	008	1		
Pyrénées Orient.	Perpignan	007	1		
Haute Loire	Le Puy en Velay	006			
Charente	Angoulême	005			
Côte d'Armor	Saint-Brieuc	005			
Lot et Garonne	Agen	005	1		
Vienne	Poitiers	005	1		
Landes	Mont De Marsan	004			
Marne	Chalon sur Saône	004			
Morbihan	Vannes	004			
Dordogne	Périgueux	003			
Nièvre	Nevers	002			
Charente Marit.	La Rochelle	001	2		
Deux Sèvres	Niort	001		2	
Jura	Lons Le Saulnier	001		2	
		2135			

Europe

Allemagne	Berlin-Moabit, Brême-Huchting, Berlin-Mitte et Prenzlauer Berg (nuit du 8 au 9 novembre 2005), Cologne (nuit du 8 au 9 novembre 2005)
Belgique	Anderlecht, région de Bruxelles-Capitale, Saint-Gilles, région de Bruxelles-Capitale, Liège, Wallonie, Gand, Lokeren, Flandre, Anvers, Flandre, Charleroi, Wallonie. Une vingtaine de véhicules incendiés en Belgique, principalement en banlieue bruxelloise (nuit du 11 au 12 novembre 2005). À Bruxelles, la police a procédé samedi soir lors de manifestations de plusieurs dizaines de jeunes gens à une cinquantaine d'interpellations, pour port d'objets dangereux, refus d'obtempérer aux injonctions de la police et port de cagoule, selon un communiqué du ministère. Des véhicules ont été incendiés principalement à Bruxelles, Liège et Charleroi (nuit du 12 au 13 novembre 2005)
Danemark	Aarhus (<i>cas isolé dans un quartier populaire de la ville ; certainement pour imiter les émeutes en banlieues françaises</i>)
Espagne	Séville (<i>cas isolé selon le gouvernement espagnol, certainement pour imiter les émeutes en banlieues françaises</i>) Barcelone (Quartier de l'Hospitalet
Grèce	Athènes (plusieurs cocktails molotov lancés sur une usine française et un supermarché greco-français. (source nouvelobs.com) En Grèce, plusieurs manifestations d'anarchiste de "soutiens aux insurgés français" devant l'Ambassade de France
Italie	Venise Des militants de l'extrême gauche italienne occupent le consulat français à Venise pour montrer leur désaccord avec l'état d'urgence, la répression et la double peine

Évolution quotidienne

JEUDI 27 OCTOBRE

18H44 - Clichy-sous-Bois Les pompiers sont appelés pour porter secours à trois personnes électrocutées qui s'étaient réfugiées dans un transformateur, apparemment après avoir été poursuivis par la police. Deux des personnes sont décédées et la troisième est dans un état grave. Des dizaines de jeunes s'en prennent aux véhicules des pompiers au centre de secours de Clichy.

02h00 - Clichy-sous-Bois La police annonce que le calme semble être revenu.

VENDREDI 28 OCTOBRE

21h00 - Clichy-sous-Bois Environ 80 jeunes se rassemblent dans le quartier du Chêne Pointu et jettent des projectiles sur les forces de l'ordre.

22h30 - Clichy-sous-Bois Les pompiers dénombrent dix-sept feux de véhicule ou de poubelle.

23h05 - Clichy-sous-Bois La préfecture affirme qu'une balle réelle a été tirée sur un véhicule de CRS.

01h00 - Clichy-sous-Bois Le calme est revenu

SAMEDI 29 OCTOBRE

Rassemblement pacifique à Clichy

23h30 - Clichy-sous-Bois Les pompiers décomptent 17 feux de poubelles et véhicules, mais n'ont signalé aucune violence ni prise en charge de blessé.

DIMANCHE 30 OCTOBRE

10h10 - Clichy-sous-Bois Selon la police, 22 personnes sont en garde à vue, dont neuf interpellés durant la nuit, après une troisième soirée qualifiée de "beaucoup plus calme" que les précédentes

21h30 - Clichy-sous-Bois Face à une situation qualifiée de "tendue", les pompiers placent au niveau rouge leur plan "troubles urbains". A la Forestière, les policiers ont connu "quelques échauffourées", sans plus de précisions, des face-à-faces tendus avec des bandes de jeunes et reçu "quelques jets de projectiles".

Une ou plusieurs grenades lacrymogènes, de provenance indéterminée, sont lancées à l'intérieur de la mosquée, provoquant la colère des fidèles.

00h00 - Clichy-sous-Bois Selon la police et la préfecture, la situation est "apaisée" après "quelques affrontements directs". Six policiers ont été légèrement blessés par des jets de projectiles.

LUNDI 31 OCTOBRE

10h50 - Bobigny Le procureur de la République annonce que 8 jeunes, sur les 13 interpellés vendredi au cours des émeutes et déférés devant le parquet, seront jugés lundi en comparution immédiate par le tribunal correctionnel de Bobigny.

15h50 - Clichy-sous-Bois Les familles des deux mineurs morts électrocutés organisent une conférence de presse pour annoncer qu'elles refusent de rencontrer Nicolas Sarkozy "qui est incompétent comme l'ont montré son discours à la télé et la manière dont est menée l'enquête".

19h40 - Bobigny La police affirme que la grenade lacrymogène lancée dimanche en direction d'une mosquée est bien "une grenade lacrymogène en dotation des compagnies d'intervention" mais qu'elle "n'a pas explosé dans la salle de prière".

20h45 - Bobigny Le procureur annonce que 13 jeunes gens, sur les 19 interpellés samedi et dimanche ont été déférés devant le parquet de Bobigny.

21h00 - Clichy-sous-Bois Un cocktail Molotov est lancé en direction du PC des forces de sécurité, à Clichy.

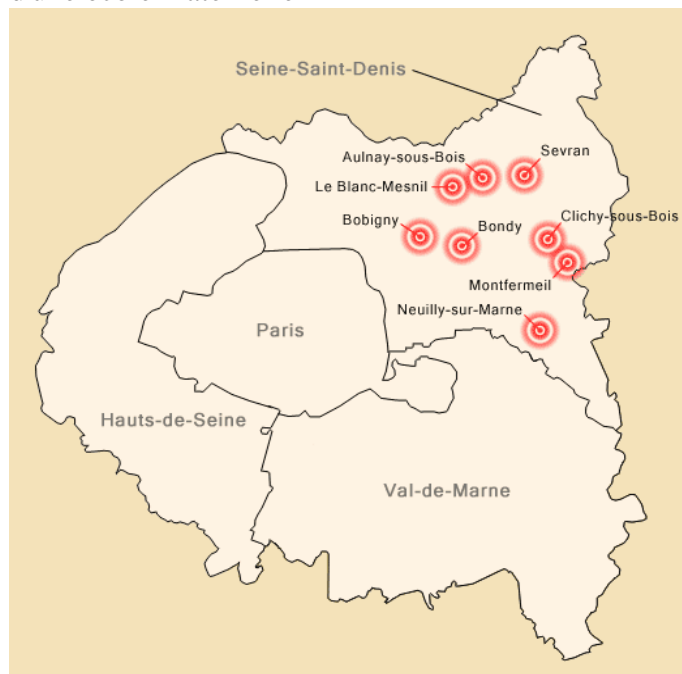
00h30 - Clichy-sous-Bois La préfecture annonce que la police a procédé à 12 interpellations durant la nuit et recense avant minuit, 11 incendies de véhicule et 3 feux de conteneurs sur la voie publique. A Sevran et Aulnay-sous-Bois, les forces de l'ordre ont subi des "caillassages" qui n'ont pas fait de blessés, selon la préfecture, qui y a également recensé "des incendies de mobilier urbain".

02h25 - Clichy-sous-Bois La préfecture de Seine-Saint-Denis affirme que la situation est "sous contrôle depuis 1H00 du matin" alors que la soirée a été émaillée d'"échauffourées localisées".

Selon un nouveau bilan de la police, 30 véhicules ont été incendiés dans la nuit Clichy-sous-Bois, mais aussi dans quatre autres villes de Seine-Saint-Denis.

MARDI 1 NOVEMBRE

15h35 - Bobigny Le maire PCF de Sevran s'indigne de l'incendie lundi soir de deux classes d'une école maternelle



22h50 - Clichy-sous-Bois La préfecture de Bobigny annonce que la situation est relativement calme à Clichy-sous-Bois, tandis que plus d'une centaine de départs de feux sont recensés

23h55 - Clichy-sous-Bois La brigade des sapeurs-pompiers de Paris annonce que de très nombreux départs de feux ont été recensés dans plusieurs villes de Seine-Saint-Denis, sans qu'il n'y ait eu d'affrontements urbains.

00h15 - Clichy-sous-Bois On apprend que des violences urbaines et des affrontements ont éclaté avant minuit dans le secteur de la "cité des 3.000" à Aulnay-sous-Bois et la cité des Beaudottes à Sevran.

01h15 - Paris Selon un nouveau bilan, des affrontements ont éclaté dans quatre autres départements de la banlieue parisienne, où de nombreux véhicules ont été brûlés.

02h55 - Bobigny La préfecture annonce que le calme revient progressivement dans le département de la Seine-Saint-Denis. 34 interpellations avaient été effectuées dans la nuit de mardi à mercredi. 250 voitures ont été incendiées en Ile de France dans la nuit de mardi à mercredi, dont "65 dans la seule ville de Bondy", selon une source parlementaire (en fait 25...)

Émeutes du 1^{er} novembre

Baisse notable des tensions à Clichy-sous-Bois après 5 nuits de violences urbaines mais embrasement des banlieues de sept villes de Seine-Saint-Denis : Aulnay-sous-Bois, Sevran, Bondy, Montfermeil, Neuilly-sur-Marne, Bobigny et Le Blanc-Mesnil. Affrontements importants à Aulnay-sous-Bois opposant les forces de l'ordre aux émeutiers. Environ 250 véhicules incendiés et 34 interpellations en Seine-Saint-Denis. Début des troubles dans d'autres départements voisins : principalement en Seine-et-Marne, dans le Val-d'Oise et dans les Yvelines.

MERCREDI 2 NOVEMBRE

12h15 - Paris Le groupe communiste à l'Assemblée nationale annonce qu'il compte déposer une demande de commission d'enquête.

Réunion interministérielle sur les banlieues se termine.

13h05 - Paris La sénatrice communiste de la Seine-Saint-Denis Eliane Assassi souhaite que "le calme et la tranquillité" reviennent dans son département, condamnant à la fois "tous ceux qui s'affrontent à la police" et le gouvernement qui "a fait le choix de la répression".

17h45 - Paris Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée, souhaite "un grand débat à l'Assemblée nationale" sur les banlieues.

17h55 - Paris Les Verts soulignent dans un communiqué "l'écrasante responsabilité" du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy dans les violences des banlieues, qui selon eux "s'attache à dresser les habitants de France les uns contre les autres".

18h10 - Clichy-sous-Bois Le maire (PS) de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) annonce que la police y est désormais déployée de manière plus discrète pour tenter d'éviter de nouveaux affrontements.

18h50 - Blanc-Mesnil Le maire PCF de la ville de Seine-Saint-Denis, Daniel Feurtet, dénonce les détériorations "inacceptables", notamment de voitures, commises dans sa ville mardi soir et qui pénalisent les habitants.

Nuit du 2 au 3 novembre 2005

21h00 - Bobigny Une voiture est incendiée juste devant la préfecture de Seine-Saint-Denis à Bobigny et des caillassages sont signalés dans six communes du département.

1h50 - Bobigny La soirée a été globalement "calme" à Clichy-sous-Bois et Montfermeil, se réjouit un porte-parole des médiateurs.

3h35 - Nanterre Des dizaines de véhicules ont été incendiés dans la soirée dans les Hauts-de-Seine, où deux cocktails molotov ont été lancés sur un commissariat d'Antony et trois personnes interpellées dans d'autres villes, indiquent des sources policières.

Versailles Vingt-cinq véhicules ont été incendiés dans la nuit de mercredi à jeudi dans le département des Yvelines dont 14 pour la seule ville de Mantes-la-Jolie (Yvelines), selon la préfecture.

Paris Quatre tirs à balles réelles ont été comptabilisés dans la nuit de mercredi à jeudi et 177 véhicules ont été brûlés en Seine-Saint-Denis, annonce le préfet lors d'une conférence de presse. Trois cent quinze véhicules ont été brûlés (dont deux bus de la RATP en Seine-Saint-Denis) dans sept départements d'Ile-de-France dans la nuit de mercredi à jeudi, annonce une source policière

La Seine-Saint-Denis a eu à déplorer 189 voitures brûlées (la seule ville de Bondy aura pas moins de 65 véhicules brûlés, plus un magasin de moquette détruit par les flammes) et 4 tirs à balles réelles contre des forces de l'ordre. Les affrontements se sont rapidement étendus à d'autres zones de la Seine-Saint-Denis et à d'autres départements franciliens comme dans les Hauts-de-Seine, les Yvelines (Mantes-la-Jolie) et dans l'Essonne principalement. Au total, pas moins de 315 véhicules ont été brûlés en région parisienne du jeudi 27 octobre au mercredi 2 novembre. Des agressions ont été également recensées au soir du mercredi 2 novembre en gare du Blanc-Mesnil, où « une trentaine de jeunes ont caillassé la rame, actionné de nombreux signaux d'alarme et volé les effets personnels de plusieurs voyageurs », selon la SNCF, l'entreprise avait mis en place le 27 un dispositif de sécurité sur cette ligne.

JEUDI 3 NOVEMBRE

13h20 - Bobigny Le procureur de la République de Bobigny François Molins annonce qu'une information judiciaire contre X pour non assistance à personnes en danger va être ouverte dans le cadre de l'enquête sur la mort par électrocution la semaine dernière de deux adolescents à Clichy-sous-Bois.

14h20 - Paris Selon les premiers éléments de l'enquête, un policier avait prévenu ses collègues par radio du risque que deux jeunes qu'il venait d'apercevoir trouvent refuge dans le transformateur EDF où Zyed et Bouna sont morts électrocutés.

18h45 - Paris La Ligue des droits de l'homme réclame "une autre politique" à l'égard des habitants des banlieues déshéritées de Paris: "Trente ans de mépris, trois ans d'arbitraire érigé en politique, faut-il s'étonner que ceux que l'on nomme avec désinvolture 'les quartiers' manifestent violemment leur désespoir?"

18h50 - Paris Nicolas Sarkozy sur i-télé: "Ce à quoi nous avons assisté dans le département de la Seine-Saint-Denis cette nuit, n'avait rien de spontané, était parfaitement organisé. Nous sommes en train de rechercher par qui et comment".

18h55 - Bobigny Un dispositif de sécurité de 1.000 hommes est en place en Seine-Saint-Denis. Douze unités de gendarmes mobiles et de CRS ont été déployées pour renforcer les 300 effectifs de policiers départementaux déployés depuis sept jours.

19h35 - Paris Les élus locaux font savoir lors d'une rencontre à Matignon avec Dominique de Villepin sur les violences urbaines, qu'ils ne veulent pas d'un "énième" plan pour les banlieues mais d'une action en profondeur.

Nuit du 3 au 4 novembre 2005

23h00 - Bobigny Une quarantaine de véhicules incendiés sont dénombrés en Seine-Saint-Denis, où 18 personnes ont été interpellées, selon la préfecture du département.

00h50 - Bobigny 22 personnes ont été interpellées lors de violences urbaines selon la police en Seine-Saint-Denis.

1h00 - Cergy Une quarantaine de véhicules ont été incendiés dans le Val d'Oise, où deux policiers ont été blessés, indique la préfecture qui précise que les forces de l'ordre ont procédé à trois interpellations.

1h30 - Aulnay Les pompiers de Paris combattent un important incendie dans un entrepôt de moquettes dans la zone Garonord. –

Versailles Cinquante deux véhicules et vingt-sept bus ont été incendiés dans la nuit dans les Yvelines et dix personnes ont été interpellées, selon un nouveau bilan de la préfecture

Cergy 105 véhicules ont été détruits par le feu et les forces de l'ordre ont procédé à 18 interpellations dans la nuit dans le Val-d'Oise, indique la préfecture.

Les pompiers de Paris indiquent avoir combattu dans la nuit cinq incendies d'entrepôts et ateliers, tous éteints, sans faire de blessés. A Neuilly-sur-Marne, des cars de CRS ont essuyé des tirs de pistolet à grenaille, sans faire de blessés. • Aulnay-sous-Bois, c'est un entrepôt de moquette qui a été incendié. Aux Mureaux (Yvelines), une cinquantaine de jeunes gens ont brièvement tenté de s'affronter aux policiers, sans provoquer de dégâts, a indiqué la préfecture. • Trappes (Yvelines), c'est un entrepôt d'une vingtaine de bus qui flambe. 18 personnes ont été interpellées à l'issue de cette soirée. à Trappes (Yvelines), c'est un entrepôt d'une vingtaine de bus qui flambe tandis que le dépôt d'un concessionnaire Renault de Aulnay-sous-Bois est détruit par les flammes.

Une quinquagénaire handicapée âgée de 56 ans a été gravement brûlée (20%) au cours de l'attaque d'un bus à Sevran (Seine-Saint-Denis). Le véhicule, transportant une cinquantaine de

personnes, a été pris dans un guet-apens et forcé de s'arrêter par des conteneurs enflammés placés au milieu de sa route, selon le parquet de Bobigny. Des dizaines d'individus ont alors lancé une bouteille d'essence enflammée dans le bus conduisant le chauffeur à demander aux passagers de descendre. La victime n'a pu sortir et un jeune homme l'aurait aspergée d'essence, puis d'autres auraient lancé un chiffon enflammé dans le véhicule.

Sur 135 personnes interpellées en Seine-Saint-Denis depuis le soir du 27 octobre, 98 ont été placées en garde à vue. 27 majeurs ont été déférés devant le Parquet de Bobigny et 17 incarcérés. 16 mineurs ont comparu devant un juge pour enfants. Le tribunal correctionnel de Bobigny, qui jugeait jeudi 3 novembre, 11 personnes pour des violences urbaines commises le 1er novembre, a condamné en soirée un jeune adulte de 19 ans à deux mois de prison ferme pour « dégradation de bien public » à Villepinte. Deux jeunes adultes âgés de 19 et 18 ans ont écopé respectivement 2 mois de prison ferme et 3 mois de prison avec sursis. Ils étaient poursuivis pour « violences volontaires avec arme sur agent de la force publique », dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre à Villepinte et au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis).

Bilan La direction générale de la direction générale de la police nationale annonce que les forces de l'ordre ont comptabilisé 519 véhicules brûlés en Ile-de-France dans la nuit de jeudi à vendredi et 77 en Province. Les violences urbaines en Seine-Saint-Denis ont provoqué la destruction complète de trois entreprises notamment un entrepôt de 15.000 m² dans la zone Garonord à Aulnay-sous-Bois et un hangar contenant des produits de maroquinerie au Blanc-Mesnil. et placé 160 personnes en chômage technique, selon le Medef départemental. Il y a eu au moins 78 interpellations.

En province : à Planoise, 3 voitures sont incendiées dans le sous-sol d'un immeuble d'étudiant, coûtant la vie à un jeune gardien de 24 ans qui s'était précipité pour éteindre l'incendie. Plusieurs étudiants ont également été blessés en se défenestrant pour échapper aux flammes.

VENDREDI 4 NOVEMBRE

9h30 - Aulnay Le maire UMP d'Aulnay-sous-Bois Gérard Gaudron estime que "le pic des incidents est derrière nous".

10h40 - Paris Marine Le Pen, présidente du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France, demande que "le Conseil des ministres décrète immédiatement l'état d'urgence" sur "tous les territoires" touchés par les violences.

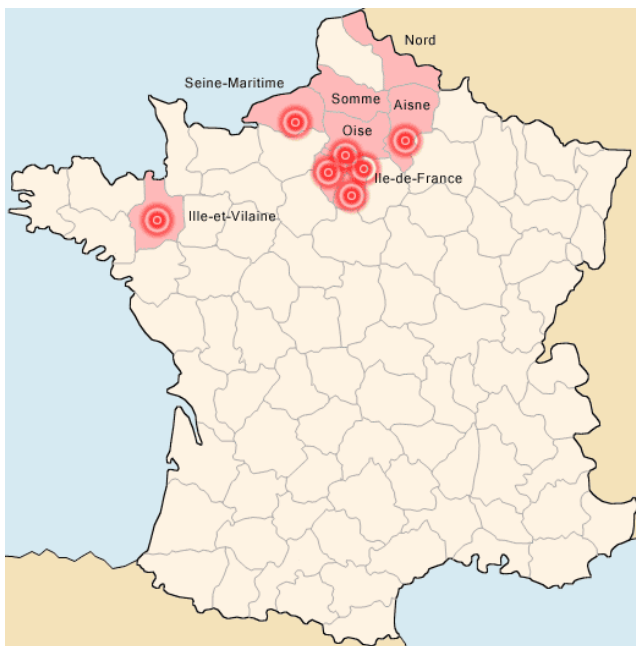
16h30 Bobigny : Une trentaine de véhicules étaient en feu vendredi après-midi peu après 16h30 sur un parking près du centre commercial Bobigny II. Parmi les véhicules, plusieurs appartenaient à des fonctionnaires du tribunal tout proche. Plusieurs personnes, interpellées lors des émeutes dans ce département, étaient en cours de comparution immédiate devant le tribunal vendredi après-midi.

18h05 - Bobigny On apprend que cinq véhicules ont été incendiés dans l'après-midi dans un parking souterrain près du centre commercial Bobigny 2, à 200 mètres de la préfecture de Seine-Saint-Denis.

18h05 - Versailles De nouvelles estimations de la préfecture des Yvelines font état de soixante-six véhicules et vingt-trois bus incendiés dans la nuit de jeudi à vendredi dans le département, où treize personnes ont été interpellées.

19h00 - Paris Quelque 1.260 véhicules ont été incendiés et environ 230 personnes ont été interpellées en Ile-de-France depuis le 27 octobre, a-t-on appris auprès de la direction générale de la police nationale (DGPN).

Nuit du 4 au 5 novembre 2005



En début de soirée, la tension est toujours aussi palpable en Seine-Saint-Denis. 85 véhicules ont déjà été brûlés. Les forces de l'ordre semblent être impuissantes et attendent que les événements cessent d'eux-mêmes. Une trentaine d'interpellations. Le bilan provisoire de cette neuvième nuit de violences dans les quartiers sensibles est pour l'heure comparable à celui de jeudi à la même heure, a précisé la police. Parmi les véhicules brûlés, 40 l'ont été en Ile-de-France (la moitié en Seine-Saint-Denis) et 45 en province. Par ailleurs, un incendie très

important d'origine indéterminée a ravagé dans la soirée deux entrepôts de textiles à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

Vers 02h00 du matin :

Près de 240 véhicules ont été incendiés et plusieurs dizaines de personnes interpellées en région parisienne dans la nuit de vendredi à samedi quelques heures après que Dominique de Villepin eut reçu à Matignon seize jeunes de 18 à 25 ans issus de quartiers qualifiés de sensibles. Cette neuvième nuit de violences a également été marquée par plusieurs incendies d'immeubles commerciaux ou de bâtiments publics, selon un bilan provisoire établi par l'AFP à partir des éléments communiqués par les préfetures ou la police.

De son côté, Nicolas Sarkozy a effectué une courte visite-surprise à la direction départementale de la sécurité publique des Yvelines à Viroflay, près de Versailles. Par ailleurs, des échouffourés ont eu lieu en Bretagne : onze voitures ont été incendiées à Rennes. En Normandie, des inconnus ont incendié à Cléon (près de Rouen), un autobus dont tous les passagers ont pu sortir sains et saufs. Deux bus à Soissons et plusieurs voitures dans les départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise et de la Somme ont été incendiés.

Pour la première fois depuis le jeudi 27 octobre, la région parisienne a été survolée par un hélicoptère de la police équipé d'un projecteur et d'une caméra vidéo. Selon la direction générale de la police nationale (DGPN), 1 260 véhicules ont été incendiés en Ile-de-France et 230 personnes arrêtées depuis le 27 octobre, selon un bilan établi avant les premiers incidents de vendredi soir.

Détail

22h40 – Rouen Des inconnus ont incendié vendredi soir à Cléon, près de Rouen, un autobus dont tous les passagers ont pu sortir sains et saufs, a-t-on appris de source policière.

23h50 – Rennes Onze voitures ont été incendiées et plusieurs feux de poubelles sont également à déplorer, a-t-on appris auprès des pompiers.

0h15 – Paris Une cinquantaine de véhicules ont été incendiés sur un parking en plein air à Suresnes (Hauts-de-Seine), annonce un porte-parole de sapeurs-pompiers de Paris.

0h15 – Bobigny Trente-trois feux de véhicules ont été dénombrés par la préfeture de Seine-Saint-Denis, qui précise que la police a procédé à 21 interpellations.

0h35 – Paris Près de 180 véhicules ont été incendiés dans quatre départements de la région parisienne.

1h10 – Soissons Deux bus à Soissons et plusieurs voitures dans les départements de l'Aisne,

1h25 – Paris Près de 220 véhicules ont été incendiés dans cinq départements de la région parisienne, surveillée pour la première fois par un hélicoptère de la police équipé d'un projecteur et d'une caméra vidéo, selon un nouveau bilan provisoire., de l'Oise et de la Somme ont été incendiés sans faire de victime.

1h30 – Bobigny La Préfeture de Seine-Saint-Denis dénombre 52 véhicules incendiés et 31 interpellations dans le département, après un nouveau bilan.

2h00 – Paris Les forces de l'ordre ont comptabilisé 355 véhicules incendiés, dont un tiers en province, et environ 170 personnes avaient été interpellées.

SEINE-SAINT-DENIS

90 véhicules incendiés et 67 interpellations

Une quinzaine de communes sur quarante étaient plus particulièrement touchées, selon la préfeture

Blanc-Mesnil, de nombreux rassemblements d'individus ont été constatés

La Courneuve début d'incendie d'une crèche

Aubervilliers, deux entrepôts de textiles ont été la cible d'incendies

Pierrefitte-sur-Seine, un engin incendiaire a été lancé près d'une synagogue.

Bobigny Une centaine de personnes sont évacuées par précaution de deux immeubles dans le centre-ville de Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), après le déclenchement d'un incendie dans un parking souterrain.

ESSONNE,

60 véhicules, selon la police, ont été incendiés et des véhicules de police et des sapeurs-pompiers ont été la cible de cailloux et de cocktails molotov.

Corbeil-Essonnes Un policier a été blessé au niveau des épaules par deux pavés jetés par des manifestants dans le quartier de Coquibus, proche de la cité sensible des Tarterêts Dans le même quartier, une concession Opel et un dépôt de pneus, ont été incendiés.

Saint-Michel-sur-Orge La mairie a été ravagée en partie par un incendie

Brétigny-sur-Orge une école maternelle et primaire à a été détruite en partie.

HAUTS-DE-SEINE

Suresnes. Une cinquantaine de véhicules ont été incendiés

YVELINES,

selon la préfecture, 38 voitures ont été incendiées et 16 personnes ont été interpellées, dont sept à Sartrouville qui s'apprêtaient à mettre le feu à l'ancienne mairie annexe.

Mureaux. Quatre policiers ont été légèrement blessés lors d'affrontements avec des jeunes **Achères** .Selon la police, une école maternelle a été incendiée

VAL-D'OISE,

37 véhicules ont brûlé et 34 personnes ont été interpellées, selon la police. Des dégradations ont été constatées dans la bibliothèque de Villiers-le-Bel

VAL-DE-MARNE

Ormesson-sur-Marne important incendie s'est déclaré dans un magasin de meubles

PROVINCE

Toulouse Neuf véhicules ont été incendiés dans la nuit de vendredi à samedi dans différents quartiers de Toulouse, notamment celui du Mirail en bordure du périphérique, d'après des sources concordantes.

Lille Plus de 60 véhicules et deux bus ont été incendiés dans la nuit de vendredi à samedi dans les départements du Nord, de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise, sans violences entre forces de police et habitants.

Strasbourg Dix-sept véhicules ont été incendiés dans la nuit de vendredi à samedi à Cronembourg, HautePierre et Cité de l'III, des quartiers de Strasbourg.

Bordeaux Dix véhicules et une salle pour les jeunes ont été incendiés dans l'agglomération de Bordeaux dans la nuit de vendredi à samedi, selon la préfecture de Gironde.

Pau Onze véhicules de tourisme ont été incendiés dans la nuit de vendredi à samedi dans le quartier sensible de l'Ousse-des-bois, à Pau, selon les pompiers.

Rennes 11 voitures ont été incendiées.

Cléon (près de Rouen), des inconnus ont incendié un autobus dont tous les passagers ont pu sortir sains et saufs.

Soissons deux bus, deux voitures et une camionnette ont été incendiés

Aisne, Oise et Somme plusieurs voitures ont été incendiées.

Nord touché par plusieurs incendies de voitures.

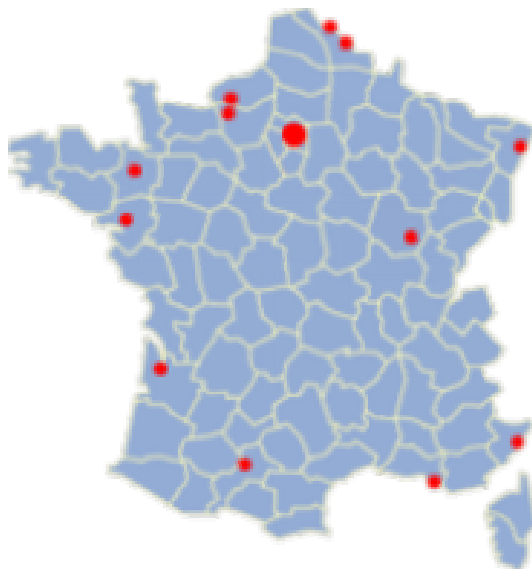
SAMEDI 5 NOVEMBRE

12h50 - Paris Le PS a demandé la création d'un fonds national de soutien aux personnes et aux communes victimes de dégradations lors des violences.

13h05 - Seine-Saint-Denis Environ 150 personnes ont défilé ce matin à Sevran (Seine-Saint-Denis) pour protester, notamment contre l'attaque d'un bus mercredi au cours de laquelle une femme handicapée a été gravement brûlée.**13h15 - Paris** La direction du Parti socialiste a critiqué la politique de Nicolas Sarkozy, mais ne réclame pas, "pour l'instant", sa démission, comme l'a fait notamment un des responsables du parti en charge de la sécurité.

18h45 - Paris Le sénateur PS de l'Essonne Jean-Luc Mélenchon appelle les militants de gauche à se rendre sur le terrain dans la soirée pour "dialoguer" avec les jeunes et ne "pas abandonner la rue à la confrontation".

Nuit du 5 au 6 novembre 2005



Les émeutes au 6 novembre 2005

Aisne : les incidents se sont concentrés sur la ville de Soissons, où sept feux de véhicules sporadiques en divers endroits de la ville, allumés par des éléments mobiles, ont été éteints par les pompiers. Des projectiles ont également été lancés, sans heurts directs, a indiqué la préfecture.

Bordeaux Vingt-cinq voitures et un bus ont été incendiés dans plusieurs localités de la banlieue de Bordeaux selon la préfecture de Gironde, qui a précisé que neuf personnes ont été interpellées

Clichy-sous-Bois Le gymnase Armand Desmet a entièrement brûlé dans la nuit, un incendie d'origine criminelle, a-t-on appris auprès de la municipalité.

Évreux, des heurts ont été considéré comme particulièrement violents, du jamais vu jusque-là dans cette ville de Normandie où le centre commercial du quartier de *La Madeleine* a été gravement endommagé et où des dizaines d'individus cagoulés, dont certains étaient armés de battes de base-ball, de barres de fer, de *cocktail molotov* et de boules de pétanque, se sont heurtés aux policiers. Ces affrontements auraient fait des blessés de part et d'autre. La préfecture n'a pour l'instant pas été en mesure de fournir un bilan.

Evry Un atelier de confection artisanale de cocktails molotov situé dans un local désaffecté de la police municipale a été découvert dans un quartier d'Evry et six mineurs ont été interpellés alors qu'ils en sortaient.

Lyon Des affrontements entre des jeunes et les forces de l'ordre se sont produits à Saint-Etienne et un adolescent de quinze ans a été interpellé.

Nice Treize véhicules ont brûlé dans différents quartiers de Nice .Aucun affrontement direct avec les forces de l'ordre n'a été constaté et les jets de projectile ont été moins nombreux que la veille.

Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), le gymnase de la Butte Verte, l'un des plus beaux de la région, outil essentiel de promotion sociale par le sport, a été incendié volontairement pour la troisième fois, provoquant l'évacuation d'un immeuble adjacent.

Nord, la préfecture comptabilisait 41 voitures incendiées à 23h15, un bilan nettement supérieur à la moyenne. Des véhicules des pompiers et de la police ont été visés par des caillassages. Sept personnes ont été interpellées. Ces incidents ont éclaté notamment dans l'agglomération de Lille, notamment dans les quartiers sud de Lille, à Roubaix et à Tourcoing, mais également dans la région de Dunkerque et celle de Valenciennes.

Oise : la préfecture a évoqué des tensions à Beauvais, Nogent-sur-Oise et Creil, où d'importants moyens de police et de gendarmerie ont été déployés et pris à partie, sans affrontements.

Paris Trente-deux véhicules particuliers ont été incendiés et détruits par le feu à Paris intramuros dans la nuit, et trente personnes ont été interpellées,

Strasbourg Cinq bus et plus d'une centaine de véhicules ont été incendiés dans le Grand Est, principalement en Moselle, en Meurthe-et-Moselle et dans le Haut-Rhin. Nogen-sur-Oise Un couple de 65 et 61 ans a été sauvé des flammes samedi soir par les pompiers après la propagation de l'incendie criminel de leurs deux voitures à leur pavillon de Nogent-sur-Oise (Oise).

Toulouse Une cinquantaine de voitures ont été incendiées à Toulouse et de nombreux feux de poubelles ou de conteneurs ont dû être éteints par les pompiers. Les troubles sont, selon la Police toulousaine, menés par un « noyau dur » d'une trentaine d'individus à peine, âgés de 15 à 25 ans environ. deux tentatives avortées d'incendies : l'une contre la bibliothèque municipale (qui conserve près de 4 000 manuscrits dont 500 du Moyen-Âge) ; l'autre contre un centre commercial du quartier de Bellefontaine-Le Mirail.

Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), la maison des jeunes a été incendiée.

Bilan

Le nombre des communes touchées par les violences sur l'ensemble du pays est passé de 87 dans la nuit de jeudi à vendredi, à 140 la nuit suivante puis à 200 dans cette nuit du samedi 5 au dimanche 7. **1 295** véhicules ont été incendiés et **312** personnes interpellées dans la nuit selon le dernier bilan. Il s'agit du bilan le plus lourd depuis le début des troubles, 9 jours plus tôt.

DIMANCHE 6 NOVEMBRE

12h40 - Saint-Denis Le président de Plaine commune, Patrick Braouezec, et huit maires de 93 réclament un entretien avec le Premier ministre et exigent un "Grenelle des quartiers".

18h15 - Orléans Une mairie annexe d'Orléans et une voiture de police ont été les cibles dimanche après-midi, en plein jour, de jets de pierre qui ont provoqué des dégâts légers sans faire de blessé.

Lyon Le recteur de la mosquée de Lyon, Kamel Kabtane se déclare disponible "pour toute démarche de concorde civile" en banlieue, tout en soulignant que la religion musulmane n'a "aucune vocation à remplacer les politiques économiques et sociales".

19h50 - Paris Jacques Chirac déclare à l'issue du conseil de sécurité intérieure que la "priorité" est le "rétablissement de la sécurité et de l'ordre public"

20h10 - Paris Les violences dans les banlieues doivent être traitées "avec une sévérité exemplaire", déclare sur LCI Bernard Tapie, ex-ministre de la Ville.

Nuit du 6 au 7 novembre 2005

15h00 Jean-Jacques Le Chenadec, un homme de 60 ans agressé durant la nuit du 4 au 5 à Stains, est mort à l'hôpital Jean-Verdier de Bondy. Il avait préalablement sombré dans le coma suite à un violent coup donné à la tête. Nicolas Sarkozy a reçu sa veuve dans la matinée. Le maire de la ville, Michel Beaumale, membre du parti communiste, appelle à manifester à 18h30 sur les lieux de l'agression, boulevard Maxime-Gorki à Stains

16h00 L'incendie d'un autobus a fait deux blessés (le conducteur et une passagère, hospitalisés pour brûlures) à La Ricamarie (banlieue de Saint-Étienne) : des délinquants ont répandu du carburant sur le sol du bus avant d'allumer le feu. La société des transports en commun de Saint-Étienne (STAS) a décidé d'interrompre le service jusqu'à nouvel ordre

Les actes de violences, qui ont commencé dès l'après-midi que ce soit en banlieue parisienne comme en dehors de la région parisienne (Orléans, Lille, Saint-Étienne,...), se poursuivaient toujours le dimanche soir, inaugurant ainsi une onzième nuit de troubles, dix jours après le début des émeutes, parties de Clichy-sous-Bois le soir du 27 octobre 2005. Alors que depuis quelques nuits les casseurs semblaient éviter un contact direct avec les forces de l'ordre, de violents affrontements se sont récemment produits à Grigny (Essonne). Vingt-neuf policiers ont été blessés par des tirs de pistolets à grenaille. Deux CRS ont été plus sérieusement atteints, alors que 27 de leurs collègues l'étaient plus légèrement. Aucune arrestation n'a été signalée lors de ces heurts à Grigny. Cité des Tarterêts (Corbeil-Essonnes) : une cinquantaine d'individus masqués ont tenté de projeter un véhicule sur un car de CRS situé en contrebas d'une route.

Une école a été brûlée à Savigny-sur-Orge, tandis qu'à Trappes (Yvelines), la trésorerie principale a été incendiée. Le trafic des autobus de la RATP était par ailleurs perturbé dimanche soir en banlieue parisienne en raison des violences urbaines, particulièrement dans les départements de Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine.

Des incendies de véhicules sont déjà signalés à Rouen, au Havre, à Rennes, à Nantes, à Orléans (plus un lancer de cocktail molotov contre une rame de tramway), à Toulouse (une trentaine), Lille.

Des violences ont eu lieu en Val-de-Marne, où plusieurs cocktails molotov ont été lancés sur la caserne des pompiers de Villejuif, vide au moment des faits, selon la préfecture. Au Kremlin-Bicêtre, des cocktails molotov ont été jetés sur la police. Bilan : 8 policiers légèrement blessés, un car brûlé, une vingtaine de voitures brûlées dont deux jetées sur une station essence, une centaine de CRS mobilisés, 19 arrestations, des cabines téléphoniques et arrêts de bus cassés, 15 voitures cassés, des poubelles et motos brûlées.

Sur les quelque 800 personnes interpellées depuis dix jours, une vingtaine ont été condamnées à des peines de prison ferme et une trentaine ont été placées sous mandat de dépôt dans l'attente d'un jugement, a annoncé le ministère de la Justice. Cinquante mineurs ont été présentés devant le juge des enfants. Des incidents ont eu lieu dans 211 communes.

En province aussi, le nombre d'incidents signalés est en hausse, au Havre, à Rouen, Nantes, Blois, Tours, Toulouse, Strasbourg, Mulhouse et Colmar, notamment. Outre un nombre croissant de véhicules incendiés, deux églises ont été touchées par des engins incendiaires : Saint-Edouard à Lens (Pas-de-Calais) et le presbytère de l'île de Thau à Sète (Hérault). De nombreux établissements scolaires ont été pris pour cibles : une école maternelle à Nantes, une école à Strasbourg, une classe dans le quartier le Bois Blanc à Lille, deux autres à Saint-Étienne, une école primaire et maternelle de La Tour-du-Pin (Isère). Les bâtiments de la police n'ont pas été épargnés avec un bureau de police à Clermont-Ferrand totalement détruit tandis qu'à Perpignan, un véhicule en feu a été projeté sur le poste de police du Moulin-à-Vent.

Pour la première fois, ces violences urbaines semblent avoir trouvé écho hors de France : cinq voitures ont été volontairement incendiées dans la nuit du 6 au 7 novembre à Saint-Gilles, une des communes de Bruxelles (Belgique), à proximité de la gare du Midi qui accueille les trains en provenance de Paris. Les autorités restent attentive à tout développement. Cinq voitures ont également été incendiées à Berlin, dans le quartier Moabit¹.

Détails

20h35 - Toulouse Des incidents sporadiques ont débuté vers 18h30 à Toulouse entre un groupe d'une trentaine de jeunes et les forces de police, dans une rue du quartier sensible de La Reynerie, au Mirail, apprend-on source policière.

21h25 - Rouen Plusieurs voitures ont été incendiées à Rouen et au Havre en début de soirée, alors qu'une voiture bélier a été lancée contre un commissariat de police d'un quartier "sensible" de l'agglomération rouennaise.

22h55 - Saint-Etienne Une école maternelle a été incendiée à Saint-Etienne, dans un quartier qui est le théâtre de violences depuis samedi.

23h25 - Evry Une trentaine de policiers ont été blessés à Grigny (Essonne), dont deux sérieusement, par des tirs de pistolets à grenailles lors d'affrontements.

LUNDI 7 NOVEMBRE

ETAT D'URGENCE

20 h 30, le Premier ministre, Dominique de Villepin, annonce sur TF1 l'Etat d'Urgence

20h30 - La Courneuve Plusieurs centaines de personnes, "4 à 500" selon des organisateurs, sont rassemblées au pied de la cité des 4.000 à l'appel de la mairie et d'associations pour dire "non aux violences".

20h45 - Paris Dominique de Villepin annonce que son gouvernement va "restaurer la contribution" financière aux associations dans les quartiers sensibles. Il déclare qu'il ne croit pas que les groupes islamistes constituent "l'essentiel" des violences.

21h00 - Toulouse Le mouvement toulousain des Motivé-e-s estime dans un communiqué, que "le rétablissement de l'ordre républicain passe par les droits, l'égalité et la solidarité".

Nuit du 7 au 8 novembre 2005

Avignon Vingt-huit véhicules ont été brûlés dans plusieurs villes du Vaucluse et un magasin a été partiellement détruit à Bollène, selon les pompiers.

Bordeaux La préfecture de la Gironde, la police et la gendarmerie indique qu'une trentaine de voitures ont été brûlées en Aquitaine dans la nuit de lundi à mardi et qu'une agence de l'ANPE de la banlieue de Bordeaux a été visée par un jet de cocktail Molotov.

Bruay-sur-L'escaut (Nord) Une école primaire est partiellement détruite par un incendie.

Bruxelles Deux automobiles ont été volontairement incendiées dans la nuit de lundi à mardi dans des quartiers de Bruxelles, où des échauffourées ont eu lieu entre des petits groupes de manifestants et les forces de l'ordre, apprend-on de source policière.

Est, la pression n'est pas retombée et en Alsace, en Lorraine et en Franche-Comté, les incendies de voitures et de feux de poubelles se sont poursuivis. Dans le Bas-Rhin, dix-huit voitures ont été incendiées dans l'agglomération de Strasbourg où un hélicoptère a été mobilisé afin d'intervenir en cas d'incidents plus sérieux, selon la préfecture. Un engin incendiaire a été déposé contre les portes d'une église : l'alarme déclenchée a permis de limiter le début d'incendie à la porte du lieu de culte. Dans le Haut-Rhin, les premières interventions ont eu lieu dès le milieu de l'après-midi de lundi pour des feux de bennes à ordures ou d'abribus à Mulhouse et à Colmar (20 interventions pour 11 voitures et neuf bennes à ordures). En Moselle, la situation a été jugée plus calme que la veille. Les pompiers sont intervenus pour une dizaine d'incendies de voitures dans plusieurs villes du département. En Meurthe-et-Moselle, la situation est aussi relativement calme, mais les pompiers se montrent réservés.

Le Raincy Un couvre-feu pour les mineurs est instauré bien que cette ville, assez calme en général, n'ait pas connu de violences accrues.

Nord-Pas-de-Calais et en Picardie De nombreux incendies, qui ont touché notamment 5 écoles et au moins 180 voitures, ont eu lieu dans la nuit, selon les préfectures et des pompiers.

Lille Deux écoles, dont une a été entièrement détruite, et de nombreuses voitures ont été incendiés dans le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie, selon les préfectures. Huit lignes de bus sont interrompues.

Lyon Plus d'une centaine de véhicules ont été incendiés dans le Rhône, principalement dans l'agglomération lyonnaise, et 73 dans la Loire, essentiellement autour de Saint-Etienne, dans la nuit de lundi à mardi, apprend-on auprès des pompiers et de la police

Lyon Une quarantaine de voitures ont été incendiées et une douzaine de personnes ont été placées en garde à vue, indique la préfecture du Rhône.

Marseille Trente véhicules ont été détruits au cours de la nuit dans les quartiers nord selon la police.

Nancy Deux écoles et une salle de bibliothèque ont été la cible de cocktails molotov et en partie incendiées en Lorraine dans la nuit selon les pompiers.

Nice, vingt voitures ont brûlé au cours de la nuit, les violences se sont étendues jusque dans le centre-ville. Dans le quartier Saint-Roch, un bus a été incendié alors qu'il était bondé de passagers, tous ont réussi à sortir indemnes.

Nord, on dénombreait vers 21 h, 27 véhicules incendiés.

Rennes Plusieurs écoles ont été la cible d'incendiaires et de nombreux véhicules ont brûlé dans la nuit dans le Grand Ouest, notamment à Nantes, en Seine-Maritime, dans les Côtes-d'Armor et à Brest (Finistère), selon les autorités.

Strasbourg Plusieurs écoles, une bibliothèque, une église, cinq bus et de nombreuses voitures ont été la cible de cocktails Molotov dans la nuit dans le Grand Est, selon la police et les pompiers. Deux mineurs et deux majeurs ont été placés en détention provisoire et deux autres mineurs sous contrôle judiciaire, à la suite d'incendies survenus à Wasselonne (Bas-Rhin) lors de la nuit d'Halloween, apprend-on de source judiciaire.

Doubs, Une vingtaine de voitures ont été incendiées principalement à Besançon selon les pompiers.

Toulouse, 31 voitures et un autobus ont été brûlés essentiellement au Mirail, à la Reynerie et à Bagatelle, selon la police. Deux autres bus ont été caillassés. L'un des assaillants d'un autobus a pris une grenade lacrymogène lancée par la police vraisemblablement pour la renvoyer sur les forces de l'ordre et qui lui a explosé dans la main. Le jeune homme a eu la main arrachée et a dû être amputé. Le trafic des bus a été totalement interrompu dans la soirée sur les lignes desservant les quartiers sensibles de Bellefontaine, du Mirail et de Bagatelle, qui ont été bouclés par les forces de l'ordre. Près de 200 jeunes s'y sont déplacés avec beaucoup de mobilité. Un hélicoptère a survolé ces zones où un calme relatif semblait être revenu vers 22 h dans la banlieue de Toulouse. Dans la soirée, deux cents individus environ ont été signalés, se déplaçant avec beaucoup de mobilité dans les quartiers difficiles du Mirail, qui ont été bouclés par les forces de l'ordre.

Vaulx-en-Velin, un début d'incendie dans une école maternelle a réussi à être maîtrisé à temps par les sapeurs-pompiers.

Villepinte. Un gymnase incendié

En conclusion, les violences ont été nettement plus intenses en province qu'en région parisienne pour cette douzième nuit consécutive. 1 173 voitures ont été brûlées dans toute la France au cours de la nuit (bilan vers 8 h) et 330 arrestations ont été opérées. On peut tout de même noter une baisse significative des violences et des arrestations en comparaison avec la nuit précédente. Baisse qui pourraient être attribuées à la mobilisation massive des habitants des quartiers contre les émeutes. À Toulouse et à Stains en région parisienne, le trafic des bus est complètement interrompu en journée, les chauffeurs voulant protester contre les agressions.

Bilan : La justice a envoyé à ce jour en détention 117 des 626 personnes interpellées après 12 nuits consécutives de violences un peu partout sur le territoire national, a annoncé le ministère de la Justice. Sur ces personnes écrouées, 52 majeurs ont été condamnés à des peines de prison ferme, 42 autres ont été placés sous mandat de dépôt dans l'attente d'un procès et 23 mineurs ont été incarcérés.

MARDI 8 NOVEMBRE

10h20 - Paris Nicolas Sarkozy réunit à 14H00 les préfets des sept zones de défense pour la mise en place des mesures consécutives au Conseil des ministres sur l'état d'urgence, annonce le ministère.

12h45 - Paris Le Parti communiste français (PCF) estime que l'instauration de l'état d'urgence est "une provocation insensée et inefficace" pour mettre fin aux violences dans les banlieues

14h50 - Paris Environ 1.550 émeutiers présumés ont été interpellés depuis le 27 octobre pour leur implication présumée dans les violences de banlieue, selon un total donné par le directeur général de la police nationale, Michel Gaudin. Cinquante-deux majeurs ont été condamnés à de la prison ferme depuis le début des émeutes le 27 octobre, selon le bilan établi par le ministère de la Justice.

15h30 - Paris Le député Vert Noël Mamère prévient mardi qu'il "désobéira et refusera d'appliquer l'état d'urgence" s'il était décrété dans sa commune de Bègles en Gironde.

16h20 - Paris Plus de la moitié des jeunes de 15 à 24 ans (53%) pensent que Nicolas Sarkozy a eu tort, lors d'un déplacement à Argenteuil, de dire qu'il souhaitait débarrasser la banlieue de la "racaille et des voyous", selon un sondage IFOP réalisé pour VSD.

16h50 - Paris Nicolas Sarkozy demande aux députés, lors d'un débat sur les banlieues, si les parents n'exerçant pas convenablement leur autorité sur leurs enfants doivent "bénéficier de toutes les allocations".

17h50 - Fort-de-France Le défenseur de l'équipe de France de football Lilian Thuram indique être "énervé" par les discours entendus sur les banlieues et répond au ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, en affirmant ne "pas (être) une racaille".

Nuit du 8 au 9 novembre 2005

À Toulouse, où le ministre Nicolas Sarkozy se rendit le soir du 8 octobre, des heurts ont été signalés entre émeutiers et forces de l'ordre (quartier du *Mirail* et de la *Reynerie* surtout). Un hélicoptère a été employé pour survoler la ville. Une douzaine de voitures au moins auraient été incendiées. On note néanmoins une certaine accalmie dans les banlieues parisiennes et des incidents en province jugés sporadiques, douze jours après le début des émeutes. Le couvre-feu sera instauré le mardi 8 au soir dans les villes d'Amiens, d'Orléans et de Savigny-sur-Orge (Essonne). Il s'agit des premières communes à faire savoir qu'elles appliqueraient cette mesure autorisée par le gouvernement pour ramener le calme dans les banlieues.

Selon un bilan effectué par la Direction générale de la police nationale, on dénombre à 01h00 : 327 véhicules incendiés sur l'ensemble du territoire et 139 interpellations

Marseille, dans les quartiers du nord de la ville, des heurts ont eu lieu et 17 personnes, dont plusieurs mineurs, ont été interpellées et placées en garde à vue selon des sources policières. Des vigiles d'un centre commercial ayant interpellé un mineur soupçonné de vol à l'étalage, ont été aussitôt pris à partie par un groupe d'une cinquantaine de jeunes. À l'arrivée de la police, le groupe s'est replié vers une cité voisine en caillassant au passage un bus de la ville et en incendiant une voiture.

Grasse dans les Alpes Maritimes, un bâtiment du journal Nice-Matin a été affecté par un feu de poubelle.

Bassens, dans la banlieue de Bordeaux, un bus fonctionnant au GPL a été incendié et a explosé.

Arras, dans le Pas-de-Calais, deux grands magasins de la ville (*But* et *Saint-Maclou*) ont été incendiés. Une salle des fêtes ainsi qu'un local de chaufferie ont été brûlés. Découverte d'une cave contenant de nombreux cocktail molotov et quelques litres d'essence.

Outreau dans le Pas-de-Calais, les autorités ont procédé à l'évacuation d'une centaine d'habitants d'un immeuble à cause de l'incendie volontaire de six voitures en sous-sol, vers 23h00, mardi 8.

Auby dans le Nord, un incendie criminel a complètement détruit la médiathèque et endommagé la mairie. Au total quatorze bâtiments publics ont été la cible d'incendiaires dans le département cette nuit.

Lyon, des heurts ont eu lieu et un jet de *cocktail molotov* dans le métro (ligne D) a provoqué un arrêt des transports depuis 22h00. À Vaulx-en-Velin, plusieurs bus ont été caillassés, dont un a été brûlé.

Dole dans le Jura, neuf bus de transport scolaire de la société Monts-Jura ont été la cible d'un incendie. Les pompiers ont procédé à l'évacuation de 24 habitants d'un immeuble proche.

Oyonnax, une salle occupée par la Croix-Rouge a été visée, sans être gravement endommagée.

Décines (département du Rhône), un cocktail Molotov a été jeté contre une école maternelle : une salle de cours a été en partie détruite.

Miribel (Ain), plusieurs feux ont été allumés autour d'une crèche qui a subi quelques dégâts.

Bilan national le lendemain à 12h00 : 617 véhicules incendiés, 280 interpellations.

MERCREDI 9 NOVEMBRE

Nuit du 9 au 10 novembre 2005

Si un retour progressif au calme a été constaté en banlieue parisienne et en province, des violences sporadiques se sont poursuivies, 13 jours après le début des tensions, mais peu d'affrontements directs ont eu lieu entre émeutiers et forces de l'ordre.

Des arrêtés de couvre-feux ont été pris dans les Alpes-Maritimes (21 communes avec des mesures spécifiques pour Nice et Saint-Laurent-du-Var), en Seine-Maritime (Rouen, Le Havre, Elbeuf), dans la Somme (Amiens), dans l'Eure (Évreux) et dans le Loiret (Orléans et 5 autres communes).

Le préfet des Alpes-Maritimes a ainsi décrété l'état d'urgence dans le département, où 155 voitures ont été incendiées dans des violences urbaines depuis vendredi. Un couvre-feu interdit aux mineurs de circuler et de se rassembler entre 22h00 et 05h00 du matin s'ils ne sont pas accompagnés d'un adulte ayant autorité légale. Le couvre-feu, qui prend effet à compter de mercredi soir, court, par prévention, jusqu'au 20 novembre. Les forces de l'ordre pourront mener des perquisitions de nuit dans les quartiers où elles seraient prises à partie et plus de 1 000 hommes (CRS, gendarmes et policiers) ont été mobilisés pour faire respecter cet état d'urgence.

À Toulouse, de nouveaux incidents ont éclaté en banlieue. Quatre véhicules ont, en ce moment, été incendiés. En début de soirée, le couvre-feu n'avait pas été imposé dans le département. Ces incidents, qui ont débuté aux environs de 20h00, se sont déroulés dans les quartiers jugés difficiles de *Bellefontaine* et du *Mirail*. 350 policiers ont été déployés a précisé la préfecture de région Midi-Pyrénées.

L'un des véhicules a été incendié dans la cour d'une école primaire de *Bellefontaine*. Des violences ont également éclaté dans les banlieues lyonnaise et lilloise, et à Roubaix et Strasbourg. À Belfort, une école a été incendiée en partie. Une voiture a également été incendiée dans le Doubs, à Besançon, contre 14 la veille, selon les pompiers.

En Alsace, 33 véhicules ont été brûlés, dont 18 à Strasbourg (Bas-Rhin), et 15 dans le Haut-Rhin, avec 9 voitures à Mulhouse et 4 à Colmar. La nuit précédente, un total de 40 véhicules avaient été incendiés dans les deux départements alsaciens.

À Saint-Quentin dans l'Aisne un concessionnaire voit 80 de ses voitures d'occasions brûler.

Dans la région parisienne, on déplorait l'incendie de la salle des fêtes Marcel Pagnol à Épinay-sous-Sénart dans l'Essonne et quatre bus caillassés à Dammarie-les-Lys, en Seine-et-Marne ainsi que dans l'agglomération lyonnaise.

- **Bilan total de la nuit :**
 - 482 véhicules incendiés ;
 - 203 interpellations.

JEUDI 10 NOVEMBRE

Nuit du 10 au 11 novembre 2005

En début de cette 15^e soirée de tension urbaine, deux semaines après le début des émeutes, un reflux des violences urbaines était constaté.

Des appels lancés sur des sites et forums Internet et par SMS à des rassemblements pour commettre des violences dans Paris ce long week-end du 11 novembre ont été interceptés par la police. Des arrêtés d'interdiction de vente de carburant au détail ont été pris dans plusieurs départements et villes : Paris, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Drôme, Hérault, Eure-et-Loir, Charente, Landes, Rhône, Loiret, Var, à Amiens, Bordeaux, Caen et Lisieux (Calvados).

Suite à ces appels lancés sur Internet et par SMS, le Préfet de Police annonce le 11 novembre dans un communiqué qu'« afin de prévenir les troubles à l'ordre public et à la sécurité des personnes et des biens, [il] a décidé d'interdire à Paris, du samedi 12 novembre à 10h00 au dimanche 13 novembre à 20h00, toute réunion de personnes de nature à provoquer ou entretenir le désordre sur la voie et dans les lieux publics ». Cette mesure de sûreté s'inscrit dans le cadre de la loi du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence, réactivée le 8 novembre 2005.

De nouveaux heurts sont signalés en banlieue toulousaine, ainsi qu'en banlieue lyonnaise ce soir où une vingtaine de véhicules ont été incendiés. À Avignon, un incendie volontaire a éclaté dans la cave d'un immeuble vers 4h00. Soirée plus calme à Belfort où les pompiers ont signalé deux feux de voitures et deux feux de poubelles alors qu'un départ de feu dans le gymnase d'un collège de la ville a été éteint à temps. Le maire MRC de Belfort, Jean-Pierre Chevènement, a annoncé ce soir l'instauration d'un couvre-feu de 4 jours dans sa ville à partir de vendredi 21H00 pour tout mineur de moins de 16 ans non accompagné d'un adulte. Des incendies divers et une dizaine de véhicules incendiés en banlieue strasbourgeoise et à Colmar. Dans l'Essonne, outre l'incendie de la salle des fêtes *Marcel Pagnol* à Épinay-sous-Sénart, un bâtiment de 1 500 m² entièrement détruit par les flammes, les pompiers faisaient état de 4 véhicules incendiés, de même que 15 incendies de conteneurs à poubelle. Dans les Yvelines, 9 véhicules ont été incendiés et quelques poubelles ont brûlé, a indiqué vers 23h30 la préfecture, qui n'a pas fait état d'affrontements. En Seine-et-Marne, 5 voitures ont brûlé, tandis qu'en début de soirée, vers 18h00 4 bus transportant des passagers ont été caillassés à Dammarie-les-Lys, a indiqué la police qui n'a procédé à aucune interpellation. 4 véhicules et 10 conteneurs à poubelles ont été incendiés dans le Val-d'Oise, selon un décompte établi par la préfecture de Cergy à minuit, qui indiquait qu'il s'agit d'un bilan « banal » pour l'instant, pour ce département.

bilan à 4h00 : Après un reflux continu des violences depuis deux nuits, cette nuit marque une stabilisation, voire une légère augmentation des violences urbaines. 395 véhicules incendiés ; 168 interpellations. (*contre respectivement 394 et 169 la nuit précédente à la même heure, selon un bilan provisoire de la Direction générale de la police nationale*). Légère hausse en Ile-de-France, où 89 véhicules ont été incendiés contre 79 la nuit précédente, contrebalancée d'une baisse toute aussi légère en province, avec 306 véhicules brûlés contre 315 la veille, selon le même bilan provisoire. La même stabilité se remarque également avec le nombre d'interpellations: 168 contre 169 la veille.

Bilan total de la nuit : 463 véhicules incendiés ; 201 interpellations.

VENDREDI 11 NOVEMBRE

Nuit du 11 au 12 novembre 2005

Nouveaux heurts signalés en banlieue toulousaine, lyonnaise, strasbourgeoise et lilloise. Les forces de l'ordre restaient fortement mobilisées et la situation globalement calme vendredi en début de soirée après plus de deux semaines de violences urbaines en France, tandis que tout rassemblement est interdit à Paris de samedi 10H00 à dimanche 8H00.

- **1^{er} bilan à Minuit :**

« Tout est calme jusqu'ici et il n'y a rien à signaler », annonçait ainsi la préfecture de police à Paris peu avant minuit, confirmant ainsi le reflux constaté depuis l'instauration du couvre-feu dans certains départements et communes.

En banlieue, selon des sources policières, une trentaine de véhicules ont été incendiés peu avant minuit, et seize personnes ont pour l'instant été interpellées, dont, douze dans le Val-d'Oise, et quatre mineurs dans l'Essonne alors qu'ils étaient en possession de matériel nécessaire à la fabrication de cocktails Molotov.

En province, la situation est comparable à celle du début de soirée de la veille, avec quelques interpellations et environ 100 véhicules incendiés, dont 24 dans le Nord et 23 en Alsace et en Lorraine.

- **À 2h00 :**

Une école a été incendiée en Seine-et-Marne. À Saint-Quentin, un policier a été « gravement brûlé au visage » (*selon LCI*) par l'explosion d'un Cocktail molotov. Stabilité des violences dans le grand Ouest avec 88 véhicules et une dizaine de bâtiments publics incendiés. Les incendies de voitures se sont concentrés sur les départements les plus touchés par les violences au cours des derniers jours : Seine-Maritime, Loire-Atlantique (une vingtaine de véhicules incendiés), Loiret et Ille-et-Vilaine, avec toutefois une augmentation en Eure-et-Loir où au moins 12 véhicules, dont deux bus, ont été détruits. Le nombre de feux de poubelles (110) a, en revanche, été divisé par deux.

- **À 4h00 :**

Un bilan provisoire fait état, tôt ce samedi matin, d'une « légère baisse » des actes de violences urbaines en France, essentiellement due à l'Île-de-France, seize jours après le début des émeutes, tandis que la mobilisation policière reste forte. Selon ce bilan provisoire livré à 4h00 par la Direction générale de la police nationale, 384 véhicules ont été incendiés et 162 personnes interpellées partout en France. La veille à la même heure, 395 voitures avaient brûlé et 168 personnes avaient été appréhendées.

Lors de cette 16^e nuit consécutive d'émeutes urbaines, deux policiers ont été blessés lors d'interventions au cours de la nuit.

Bilan définitif : 502 véhicules incendiés et 206 interpellations.

SAMEDI 12 NOVEMBRE

Nuit du 12 au 13 novembre 2005

Une information judiciaire a été ouverte ce samedi 12 novembre 2005 à Tunis sur la mort d'un adolescent d'origine tunisienne, **Zyed Benna**, mort électrocuté le 27 octobre en banlieue parisienne, a annoncé samedi le ministre tunisien de la Justice, Béchir Tekkari. « Le décès s'est produit dans des circonstances dramatiques justifiant une enquête judiciaire », a déclaré Béchir Tekkari lors d'une conférence de presse. « Le père de la victime a déposé une plainte auprès du procureur de la République et l'enquête est en cours pour élucider les circonstances du drame », a-t-il ajouté. Béchir Tekkari a précisé que la justice tunisienne était compétente pour les crimes commis sur des Tunisiens à l'étranger, si une plainte était déposée par la victime elle-même ou par ses héritiers en cas de décès. Une information judiciaire a été déjà ouverte en France, à la suite d'une plainte contre X déposée par sa famille pour « non-assistance à personne en danger ».

- **Incidents :**

Des incidents ont eu lieu ce samedi après-midi vers 17h00 sur la place Bellecour, en plein cœur de Lyon, entre plusieurs dizaines de jeunes à plusieurs centaines selon les sources, et les forces de l'ordre qui ont dû faire usage de gaz lacrymogènes pour les disperser. C'est la première fois que des troubles se produisent dans le centre d'une ville depuis le début des violences urbaines. Onze personnes ont été interpellées, dont neuf placées en garde à vue. Les incidents se sont terminés vers 18h15. Le préfet du Rhône a signé un arrêté interdisant la circulation des mineurs non accompagnés d'un adulte (valable de ce samedi soir à lundi matin, de 22h00 à 6h00), dans la ville de Lyon et dans dix autres communes du département. Nouvelles violences urbaines en banlieue toulousaine et strasbourgeoise.

- **Situation vers Minuit :**

La direction générale de la police nationale jugeait la situation « sensiblement plus calme » que la veille dans les banlieues françaises, avec à minuit 116 véhicules incendiés contre 172 la veille, une baisse imputable à la province (92 contre 148), tandis que l'Île-de-France restait stable à 24 véhicules incendiés. 41 personnes ont déjà été interpellés contre 32 la veille à la même heure. À Carpentras, une école maternelle a été incendiée ce samedi soir, brûlant deux salles, et une voiture a été incendié devant un foyer du 3^e âge, inoccupé au moment des faits.

- **À 4h00 :**

315 véhicules incendiés et 161 interpellations ont été enregistrés à 04H00 en France pour la nuit de samedi à dimanche, contre respectivement 384 et 162 relevés la nuit précédente à la même heure, selon un bilan provisoire de la direction générale de la police nationale. De plus, selon la même source, deux policiers ont été blessés lors de cette 17^e nuit de violence urbaine, dont l'un a été hospitalisé après avoir été atteint par une boule de pétanque à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis. Ses jours ne sont pas en danger. Une cinquantaine de véhicules incendiés en Alsace et en Lorraine ; une vingtaine en Haute-Garonne.

DIMANCHE 13 NOVEMBRE

Nuit du 13 au 14 novembre : La tendance à l'accalmie semble se poursuivre en cette 18^e nuit de troubles dans les banlieues françaises. La région parisienne semble revenir à sa situation habituelle, tandis que les dégâts occasionnés par ces violences urbaines sont toujours au-dessus de la normale en province, avec, néanmoins, une tendance à la décroissance. Aucun incident notable dans le centre de Paris, bien que les autorités redoutaient une « descente » de plusieurs dizaines, voire centaines de casseurs. À 4h00 selon un bilan provisoire de la direction générale de la police nationale (DGPN), 271 véhicules ont été incendiés tandis que 112 personnes ont été interpellées à 04H00, dont 62 en Île-de-France et 209 en province. La veille à la même heure, 374 véhicules brûlés et 206 personnes interpellées avaient été recensés. La DGPN précise ce lundi matin que cinq policiers ont été blessés dans la nuit de dimanche à lundi (contre deux la veille à la même heure). En banlieue lyonnaise, tendance à un retour à la normale : quinze véhicules ont été incendiés vers 00H00 dimanche et trois personnes transportant de l'essence ont été interpellées, selon la préfecture. En banlieue toulousaine, une voiture enflammée a été lancée dans l'après-midi dans la cour d'une école maternelle, du quartier de la *Reynerie*, causant des dommages dans une salle de classe, selon la préfecture. Dans le nord de la France, les pompiers sont intervenus une quarantaine de fois à 00H00 pour divers incendies dont des feux de véhicules, de poubelles, de biens publics et privés. La police a interpellé huit personnes. En Alsace et en Lorraine, 9 voitures ont été incendiées à la même heure, contre 13 lors de la soirée précédente. **Bilan à 4h00** : 271 véhicules incendiés. 112 interpellations.

LUNDI 14 NOVEMBRE

Nuit du 14 au 15 novembre . Décroissance des violences urbaines confirmées au cours du week-end du 11 novembre et en cette nuit du lundi 14 au mardi 15 novembre 2005. Retour progressif à la normale en ce qui concerne les incendies criminels (dont les bâtiments publics et les véhicules). Selon le bilan définitif, 215 voitures ont été brûlées pour 71 interpellations. Plusieurs engins incendiaires (au moins trois) ont été jetés contre une mosquée de Saint-Chamond (dans la Loire) provoquant de légers dégâts. On assiste depuis à un retour à une situation dite "normale" par les autorités françaises avec une moyenne de 80 à 100 véhicules incendiés par nuit. Les forces de l'ordre et les sapeurs-pompiers restent mobilisés.

SAMEDI 19 NOVEMBRE

Quatre mineurs âgés de 14 ans à 17 ans ont été mis en examen samedi soir pour "dégradation volontaire par une substance incendiaire sur un édifice religieux", dans l'affaire de l'incendie qui a endommagé, dans la nuit de mardi à mercredi, l'église Saint-Curé d'Ars à Romans-sur-Isère (Drôme). Ils auraient agi par mimétisme des émeutes dans les banlieues françaises. Cet acte est passible de vingt années d'emprisonnement car la destruction volontaire d'un édifice religieux est considérée par le droit français comme une "circonstance aggravante". Trois des quatre garçons étaient déjà connus des services de police et avaient déjà été condamnés. Ils habitent tous les quatre le quartier sensible de la Monnaie, où se situe l'église. Ils n'auraient pour l'instant pas reconnu les faits. Deux d'entre eux, âgés de 15 et 17 ans ont été placés en détention provisoire. Les deux autres, âgés de 14 et 15 ans, ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

Conséquences et déclarations politiques

Le gouvernement de Dominique de Villepin a annoncé toute une série de mesures, notamment la réservation aux quartiers difficiles de 20 000 contrats d'accompagnement pour l'emploi et contrats d'avenir.

Lors d'un Conseil des ministres le 8 novembre, le Gouvernement a adopté un décret déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain, en application de la loi du 3 avril 1955 :

- décret déclarant l'état d'urgence
- décret précisant les villes concernées

On peut consulter sur le site Web du Conseil constitutionnel la décision n° 85-187 DC du 25 janvier 1985, déclarant conforme à la Constitution la loi relative à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances, loi qui avait été déférée au Conseil le jour même par 67 députés (dont les anciens premiers ministres Jacques Chirac, Maurice Couve de Murville, Pierre Messmer, Michel Debré et Jacques Chaban-Delmas) et 62 sénateurs. Le Conseil constitutionnel avait à l'époque estimé que l'absence de mention de l'état d'urgence dans la constitution de 1958, jointe à diverses modifications de la loi de 1955 depuis 1958 (soit sous le régime introduit par la Constitution de 1958) et considérant qu'il appartiendrait «*au législateur d'opérer la conciliation nécessaire entre le respect des libertés et la sauvegarde de l'ordre public sans lequel l'exercice des libertés ne saurait être assuré*» n'impliquait pas que loi déférée devant lui puisse être non conforme à la Constitution.

Le préfet de Police de Paris a interdit tout rassemblement "de nature à provoquer ou entretenir le désordre sur la voie et dans les lieux publics" de samedi matin 10h à dimanche 8h.

Lilian Thuram, membre de l'équipe championne du monde de football en 1998 et membre du Haut Conseil de l'intégration, a surpris les médias le mardi 8 novembre par sa déclaration offensive, «*Moi aussi j'ai grandi en banlieue*». Il a critiqué les propos du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, en expliquant que ces jeunes ne sont pas des racailles, «*Avant de parler d'insécurité, il faut peut-être parler de justice sociale.*» Le ministre a plus tard répliqué, affirmant que «*Lilian Thuram ne vit plus en banlieue depuis longtemps.*»

Lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, le mardi 8 novembre, le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il avait «*demandé aux préfets que les étrangers, qui sont en situation régulière ou irrégulière, qui ont fait l'objet d'une condamnation, soient expulsés sans délai de notre territoire, y compris ceux qui ont un titre de séjour. Quand on a l'honneur d'avoir un titre de séjour, le moins que l'on puisse dire c'est que l'on n'a pas à se faire arrêter en train de provoquer des violences urbaines*». De nombreuses personnalités de gauche l'ont alors accusé de renier ses engagements de l'abrogation de la "double peine". Sur l'ensemble des condamnations judiciaires, suite aux "violences urbaines", les étrangers ne représenteraient que 6 % du total. Au final, le nombre d'expulsions devrait être limité. Pour le président de SOS Racisme, Dominique Sopo, «*le nombre d'étrangers expulsables ne dépasse pas la dizaine*». Le lundi 14 novembre, le ministre des affaires étrangères Philippe Douste-Blazy déclare sur Europe 1 s'opposer à l'expulsion des délinquants en situation régulière : «*Il ne peut pas y avoir un Français qui a fait un crime ou un délit en France et qui serait traité d'une certaine manière et un étranger en situation régulière qui serait traité d'une autre manière. C'est pas possible*».

Lors d'un Conseil des ministres anticipé de deux jours, le lundi 14 novembre, l'état d'urgence est prolongé de trois mois par le gouvernement. Pour le président de la République Jacques Chirac *«c'est une mesure de protection et de précaution [...] nécessaire pour donner aux forces de l'ordre tous les moyens dont elles ont besoin pour ramener définitivement le calme. Bien entendu c'est une mesure strictement temporaire et qui ne s'appliquera que là où elle est strictement nécessaire et en plein accord avec les élus.»* Le parti socialiste et le parti communiste (PCF) ont immédiatement protesté ; le PCF demandant le retrait de la loi de 1955 (sur l'état d'urgence) alors remplacée par *«l'état d'urgence sociale»*. Ces deux partis de gauche ainsi que Les Verts ont d'ailleurs annoncé qu'ils voteront contre à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Le président de la République, Jacques Chirac s'est adressé pour la première fois directement aux Français via la télévision et la radio le lundi 14 novembre, à 20 heures. L'attente des Français sur cette question des émeutes dans les banlieues était forte, puisque Jacques Chirac a été regardé par plus de 20 millions de téléspectateurs, un record en politique. Pendant 14 minutes, il a rappelé les principes forts et les valeurs de la République et a proposé quelques mesures. Voici les extraits marquants de son intervention :

« Cette situation grave témoigne d'une crise de sens, une crise de repères, une crise d'identité, à laquelle nous répondrons en étant fermes, en étant justes, en étant fidèles aux valeurs de la France [...]. Ces événements témoignent d'un malaise profond. [...] Les enfants, les adolescents ont besoin de valeurs, de repères. Les familles doivent prendre toute leur responsabilité. [...] Celles qui s'y refusent doivent être sanctionnées. Celles qui connaissent de grandes difficultés doivent en revanche être activement soutenues. [...] Ce qui est en jeu c'est le respect de la loi mais aussi la réussite de notre politique d'intégration. Il faut être strict dans l'application des règles du regroupement - familial. Il faut renforcer la lutte contre l'immigration irrégulière et les trafics qu'elle génère. [...] Je veux dire à tous les enfants qui vivent dans les quartiers difficiles que, quelle que soit leur origine, ils sont toutes et tous les fils et les filles de la République. [...] Nous ne construirons rien de durable sans assumer la diversité de la société française. J'appelle tous les représentants des communes à respecter la loi qui leur impose d'avoir 20 % au moins de logements sociaux [...] Les Françaises et les Français, particulièrement les plus jeunes, doivent être fiers d'appartenir à une nation qui fait siens les principes d'égalité et de solidarité. [...] Les discriminations sapent les fondements mêmes de notre République. [...] Mais il n'est pas question d'entrer dans la logique des quotas, qui montre du doigt ceux qui en bénéficient, et qui est injuste pour ceux qui n'en bénéficient pas. Il faut donner à tous les jeunes les mêmes chances face à l'emploi. [...] Pour mieux aider les jeunes en difficulté à aller vers l'emploi, j'ai décidé de créer un Service civil volontaire, associant accompagnement et formation. Il concernera 50 000 jeunes en 2007. »

- L'intégralité de l'intervention du président de la République le lundi 14 novembre 2005

Dans un sondage Ipsos pour l'hebdomadaire *Le Point* (14 novembre 2005) ; la popularité de Nicolas Sarkozy fait un bond de onze points, pour s'établir à 63 % d'opinions favorables en novembre. Le ministre de l'Intérieur profite ainsi des événements et de ses déclarations sécuritaires. Le Premier ministre, Dominique de Villepin (+ 7 points) à 58 % et le président Jacques Chirac (+ 6 points) à 39 % bénéficient aussi de leur gestion de la crise.

Les mardi 15 et mercredi 16 novembre 2005, le ministre délégué à l'emploi, Gérard Larcher, et le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, affirment que la polygamie constitue l'une des causes de ces violences urbaines. Le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy avait déjà déclaré le 10 novembre précédent qu'*« il y a plus de problèmes pour un enfant d'un immigré d'Afrique noire ou d'Afrique du Nord que pour un fils de Suédois, de Danois ou de Hongrois. Parce que la culture, parce que la polygamie, parce que les origines sociales font qu'il a plus de difficultés. »* Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuelle de l'Académie française tient des propos similaires au journal *Libération* : *« Tout le monde s'étonne : pourquoi les enfants africains sont dans la rue et pas à l'école ? Pourquoi leurs parents ne peuvent pas acheter un appartement ? C'est clair, pourquoi : beaucoup de*

ces Africains, je vous le dis, sont polygames. Dans un appartement, il y a trois ou quatre femmes et 25 enfants. Ils sont tellement bondés que ce ne sont plus des appartements, mais Dieu sait quoi ! On comprend pourquoi ces enfants courent dans les rues. » Ces déclarations ont suscité un tollé chez les personnalités associatives et les personnalités politiques de gauche. Pour le député-maire socialiste d'Évry (Essonne), Manuel Valls, « *donner à penser que les problèmes actuels des banlieues seraient directement liés à la polygamie est gênant, voire insupportable.* » D'après le député communiste Jean-Claude Sandrier, « *les autorités cherchent des boucs émissaires [...] Le principal problème pour l'intégration c'est l'emploi.* » Les Verts dénoncent carrément les « relents racistes » de la droite et du gouvernement. La polygamie est officiellement interdite en France mais concernerait jusqu'à 20 000 familles. Le droit français interdit la bigamie, qui est passible d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende, mais l'administration l'a longtemps tolérée à condition que le mariage n'ait pas eu lieu en France.

Dans un rapport daté du 23 novembre et publié par le journal «Le Parisien» du 7 décembre, la direction centrale des renseignements généraux (DCRG) tire les enseignements de la vague de violences urbaines qui a traversé le pays à partir du 27 octobre. «La France a connu une forme d'insurrection non organisée avec l'émergence dans le temps et l'espace d'une révolte populaire des cités, sans leader et sans proposition de programme». Le coût des violences est évalué à «plus de 250 millions d'euros.» Selon le rapport, «aucune solidarité n'a été observée entre les cités», les jeunes s'identifiant «par leur appartenance à leur quartier d'origine et ne se reconnaiss(ant) pas dans ceux d'autres communes». Les policiers affirment qu'«aucune manipulation n'a été décelée permettant d'accréditer la thèse d'un soulèvement généralisé et organisé» Ainsi, les islamistes n'auraient joué «aucun rôle dans le déclenchement des violences et dans leur expansion». Ils auraient au contraire eu «tout intérêt à un retour rapide au calme pour éviter les amalgames». L'extrême gauche, de son côté, «n'a pas vu venir le coup et fulmine de ne pas avoir été à l'origine d'un tel mouvement».

Les policiers assurent par ailleurs que «les jeunes des cités étaient habités d'un fort sentiment identitaire ne reposant pas uniquement sur leur origine ethnique ou géographique, mais sur leur condition sociale d'exclus de la société française». Ils précisent que «les jeunes des quartiers sensibles se sentent pénalisés par leur pauvreté, la couleur de leur peau et leurs noms. Ceux qui ont saccagé les cités avaient en commun l'absence de perspectives et d'investissement par le travail dans la société française». **«Tout s'est passé comme si la confiance envers les institutions, mais aussi le secteur privé, source de convoitises, d'emplois et d'intégration économique, avait été perdue», ajoutent les RG.** Le 3 novembre 2005, quelques jours après le déclenchement des émeutes (le 27 octobre), Nicolas Sarkozy avait lancé, à propos des violences de la nuit précédente, qu'elles n'avaient «rien de spontané» et étaient «parfaitement organisées».

Sources :

Wikipédia, l'encyclopédie libre.

http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89meutes_de_2005_dans_les_banlieues_fran%C3%A7aises

Archives *Nouvel Observateur*

<http://archquo.nouvelobs.com/cgi/articles?ad=societe/20051108.OBS4513.html&host=http://permanent.nouvelobs.com/>

Le Parisien du 8 novembre 2005